

[Texte]

Mr. Yewchuk: Do you see this as a need simply to increase the intimacy with which our parliamentarians know the other parliamentarians, or do you think that this would be a better way for governments to iron out problems between themselves? Also, are you suggesting more frequent visits with smaller groups?

Professor Thomson: What I am really suggesting is the whole gamut right from group visits to individual visits. The main reason that I am suggesting this is that I feel that congressmen, elected representatives, have so much power in the United States, and that is based on the hypothesis that local politics count for more in the decision-making process in Washington than foreign politics; that if you want to attain a foreign policy objective, you have somehow to relate it to a domestic policy objective. And you do that through convincing American politicians that it is in their interests to do something that Canada wants.

You cannot do that as long as congressmen first of all do not know anything about Canada and do not understand the relationship between what Canada is trying to attain and their own domestic political concerns.

Mr. Yewchuk: I want to change the topic for a minute. You mentioned the Arctic and oil policy and so on. Do you think that our stand on the Arctic influenced the United States in any way in the restrictions that the President suggested a month or two ago, and do you think they might use this as a lever to force us to see their way of thinking on the Arctic?

Professor Thomson: No, because I do not think the sequence occurred in such a way that that would occur. The oil import restrictions occurred a month or so ago and we only recently took this unilateral stand as far as Arctic sovereignty is concerned. My question is whether or not the fact that we have taken a unilateral stand on sovereignty is likely to lead them to take a stiffer position in June, when they have to decide what is going to be the longer-range policy as far as oil imports are concerned.

[Interprétation]

M. Yewchuk: Est-ce que vous pensez qu'il s'agirait là simplement d'augmenter l'intimité des rapports qu'entretiennent nos parlementaires avec les autres parlementaires ou est-ce que vous pensez qu'il y aurait là une meilleure façon pour les gouvernements d'aplanir les problèmes qui se posent dans leurs rapports? Est-ce que vous préconisez aussi de plus fréquentes visites qui seraient faites par des groupes plus petits?

M. Thomson: Ce que je préconise, en fait, c'est que l'on organise des visites sur toute l'échelle à partir des visites en groupes jusqu'aux visites individuelles. La raison pour laquelle j'avance ceci, c'est parce que je crois que les membres du Congrès, le représentant élu, ont tellement de pouvoirs aux États-Unis et que, d'autre part, je considère que la politique locale compte beaucoup plus pour la prise des décisions à Washington que la politique à l'extérieur. Aussi, je crois que si vous voulez atteindre un but de politique extérieure, il vous faut, de quelque façon, le relier à quelque objectif de politique domestique. Et vous ne ferez ceci qu'en convaincant les politiciens américains qu'il y va de leur intérêt d'accepter de faire quelque chose que le Canada demande.

Vous ne pourrez en arriver là tant que les membres du Congrès, tout d'abord, ne connaîtront rien au sujet du Canada et ne seront pas capables d'établir une relation entre ce que le Canada tente d'obtenir et leur intérêt politique sur le plan domestique.

M. Yewchuk: J'aimerais changer de sujet pendant un instant. Vous avez parlé de la politique concernant l'Arctique et le pétrole et ainsi de suite. Est-ce que vous croyez que notre attitude au sujet de l'Arctique a eu quelque chose à voir avec les restrictions qu'a préconisées le Président des États-Unis, il y a un mois ou deux, et, pensez vous que les États-Unis pourraient se servir de cet argument pour nous obliger à considérer leur point de vue dans l'Arctique?

M. Thomson: Non, car je ne crois pas que la façon dont les choses se sont déroulées puisse conduire à cette situation. Les restrictions apportées sur l'importation du pétrole ont eu lieu il y a un mois ou quelque chose comme cela et ce n'est que récemment que nous avons pris cette attitude unilatérale en ce qui concerne la souveraineté dans l'Arctique. La question que je poserais c'est de savoir si oui ou non, le fait que nous ayons adopté cette attitude unilatérale en ce qui concerne la souveraineté ne va pas les conduire à prendre une position plus rigide en juin lorsqu'ils auront à décider quelle sera leur politique à longue échéance dans les domaines des importations du pétrole.